



## **Revisiter la question du pouvoir en francophonie canadienne** **Revisiting the Issue of Power in the Canadian Francophonie**

Clint Bruce, Mariève Forest et Martin Normand

Numéro 10, 2018

Revisiter la question du pouvoir en francophonie canadienne  
Revisiting the Issue of Power in the Canadian Francophonie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054094ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054094ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian  
Institute for Research on Linguistic Minorities

### ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Bruce, C., Forest, M. & Normand, M. (2018). Revisiter la question du pouvoir en francophonie canadienne / Revisiting the Issue of Power in the Canadian Francophonie. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (10), 3–22. <https://doi.org/10.7202/1054094ar>

## Présentation

### *Revisiter la question du pouvoir en francophonie canadienne*

Clint Bruce

Mariève Forest

Martin Normand

Université Sainte-Anne

Université d'Ottawa

Université d'Ottawa

Rédactrice et rédacteurs invités

### L'urgence de la question

La question du pouvoir interpelle les francophones du Canada depuis longtemps. Elle les interpelle du fait qu'ils estiment, de manière générale, présenter un déficit de pouvoir ou, dit autrement, subir un pouvoir coercitif externe qui limite leur capacité d'action individuelle et collective. De ce fait de minorisation, et de ses infinies ramifications, naît une variante de ce paradoxe du pouvoir structurel que Marx soulignait au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé » (1969 : 13).

Pourtant, l'étude des dynamiques de pouvoir et des phénomènes de domination qui caractérisent les francophonies canadiennes a toujours été animée d'une conscience aiguë des conditions changeantes et de l'exigence du présent. Édité en pleine Révolution tranquille et à la veille d'une redéfinition du territoire de référence et de la nation, l'ouvrage collectif *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, dirigé par Fernand Dumont et Jean-Paul Montminy, fut motivé par « l'importance de ce sujet dans les débats actuels sur notre milieu » (1966 : 7) au vu de la modernisation en cours, laquelle allait modifier en profondeur l'identité canadienne-française. La prémisse avancée par les deux sociologues était que les instances politiques traditionnellement privilégiées, c'est-à-dire celles de l'action étatique, n'avaient pas plus de portée intrinsèque que « d'autres forces qui sont à l'œuvre dans la société, en particulier [...] les autres formes de pouvoir social » (8). Il fallait donc élargir la conception du pouvoir pour tenir compte des grandes mutations en cours. Au début des années 1980,

alors que le Canada subissait des transformations d'ordre constitutionnel qui affecteraient profondément les communautés francophones en situation minoritaire, Léon Thériault, historien et militant du nationalisme acadien, affirmait dans son essai percutant *La question du pouvoir en Acadie* : « Jamais, dans notre histoire récente, n'a-t-il été aussi urgent de susciter le débat sur cette grave question » (1982 : 14). Dans le contexte actuel où, malgré des gains importants, les communautés francophones en situation minoritaire ont l'impression que la capacité de prendre leurs propres décisions leur échappe, où ces communautés se diversifient au point de susciter leur redéfinition, où les institutions fédérales, provinciales et communautaires tardent à réagir bien qu'elles soient interpellées sur des enjeux de représentation et de participation, où l'individualisme néolibéral vient fragiliser l'adhésion aux aspirations collectives, et où la domination de l'anglais à l'international et au Canada rend difficile l'attraction envers la francophonie, la problématique du pouvoir nous semble tout aussi pertinente que durant ces autres moments où elle s'est posée de façon plus aiguë.

Les textes qui constituent ce numéro thématique de *Minorités linguistiques et société* portent tous l'empreinte d'un tel esprit d'urgence. Ce faisant, cette introduction, tout comme les textes de ce numéro, cherche à inscrire de telles réflexions dans une tradition intellectuelle spécifique, soit celle des écrits sur les communautés francophones et acadienne et celle des acteurs de ces mêmes communautés. De fait, nous estimons qu'une réflexivité actuelle et projective sur le pouvoir de ces communautés ne saurait s'édifier autrement qu'en puisant dans cette tradition intellectuelle pour penser les voies à privilégier et celles à créer. Et comme le pouvoir aura été défini bien au-delà du contexte de la francophonie canadienne en situation minoritaire, nous reprenons également le fil de traditions plus directement sociopolitiques afin de mieux circonscrire les angles à partir desquels le regard posé sur les communautés francophones et acadienne devient éclairant quant aux relations de pouvoir qu'elles engagent.

Les auteurs abordent des sujets aussi variés que la crise de la gouvernance communautaire, les mobilisations en faveur d'institutions francophones ou encore la municipalisation des régions rurales. Les neuf articles sont essentiellement issus des débats ayant eu cours lors d'un colloque portant sur ce thème, organisé par le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne en mai 2016. Les idées qui s'y sont échangées et les énergies qui s'en sont dégagées nous ont convaincus du bien-fondé d'en tirer une publication pour un plus grand public, à plus forte raison qu'un récent dossier paru dans la revue *Francophonies d'Amérique*, sous la direction de François-Olivier Dorais et Serge Miville, avait cherché à rouvrir le débat sur la notion du pouvoir.

## Entre nominalisme et réalisme

Ainsi, l'urgence demeure, mais tout autant l'idée du pouvoir comme une « question » non résolue. Comme le rappelle le sociologue Guy Rocher (1986), le pouvoir est une notion contestée, de sorte que la définition même que l'on confère au concept tend à manifester une position idéologique, voire des intérêts politiques (Lukes, 1974). Pour l'anthropologue Eric Wolf, il s'agit « d'un des termes les plus chargés et les plus polymorphes de notre répertoire » (1990 : 586 ; traduction libre), tandis que Dorais et Miville signalent « le caractère imprécis et un peu “passe-partout” de la notion » (2014 : 9). Dans tous les cas, diriger un numéro portant sur une notion aussi polysémique que celle de pouvoir est à la fois un avantage et un défi. Un avantage, parce que nous nous octroyons la liberté de mettre de l'avant des acceptions du pouvoir qui nous paraissent saillantes en francophonie canadienne et un défi du fait qu'il demeure difficile, voire périlleux, de circonscrire « la » francophonie canadienne et ses aspirations.

Il nous paraît en outre impératif de distinguer entre le pouvoir *de la francophonie* et le pouvoir *dans la francophonie*. Privilégier ce premier, c'est supposer une communauté réunie autour d'une intention vitale partagée (Thériault et Meunier, 2008) ou d'objectifs communs, et faisant face à des obstacles communs ; considérer ce dernier rappelle la nécessité d'examiner les rapports sociaux et les antagonismes qui structurent les modes d'existence des parlants français. Une telle distinction renvoie à deux grandes conceptions philosophiques du vivre ensemble, soit le réalisme et le nominalisme. Une posture ancrée dans le réalisme platonicien présuppose ainsi, dans la pratique comme dans la théorie, l'existence de communautés francophones ou d'une francophonie canadienne comme réalités extérieures et indépendantes de nos représentations. Une tradition nominaliste insistera en revanche sur le caractère construit des catégories collectives de la francophonie et, conséquemment, sur la possibilité d'agir sur elles. Si peu d'écrits récents embrassent une perspective exclusivement réaliste, la présence accrue du nominalisme ne saurait faire l'économie de tensions largement visibles entre ces traditions théoriques, tensions qui résonnent dans la manière d'édifier, dans la pratique, la francophonie et ses luttes.

La tradition foucauldienne s'inscrit résolument dans une perspective nominaliste en associant la notion de pouvoir à celle de gouvernement dans son sens large, celui du XVI<sup>e</sup> siècle, où « il désignait la manière de diriger la conduite d'individus ou de groupes » (Foucault, 1994 : 237). Exercer un pouvoir, soit structurer des champs d'action possibles pour les autres, engage certes des institutions légitimes mais tout autant des modes d'action plus informels et moins réfléchis. Foucault reconnaît conséquemment l'importance de s'interroger sur cette « forme de pouvoir [qui] s'exerce sur la vie quotidienne immédiate, qui classe les individus en catégories, les désigne par leur individualité propre, les attache à leur identité » (1994 : 227). Pour lui, force est de reconnaître deux sens au mot « sujet », soit un sujet « soumis à l'autre par

le contrôle et la dépendance » et un sujet « attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance de soi » (227). Partant de cette perspective, on peut s'interroger à savoir si les institutions de la francophonie canadienne parviennent à créer et à reproduire des sujets francophones. Les propos qui suivent et ceux de ce numéro rappellent que ces processus de subjectivation engagent des conflits de l'intérieur quant aux « identités » auxquelles ils se réfèrent. Foucault incite par ailleurs à s'attarder à la manière dont l'extériorité de ladite francophonie – le discours du gouvernement fédéral, le cadre constitutionnel – vient affecter la subjectivation du francophone. Ces questionnements, qui révèlent des processus, des luttes et des dispositifs à la fois identitaires et économiques, se logent au cœur de l'évolution de la francophonie canadienne au XXI<sup>e</sup> siècle.

Partant d'une perspective nominaliste plus nuancée, Dorais et Miville font état de l'engouement généralisé pour la théorie du champ de Pierre Bourdieu pour ensuite remettre en question « le rendement herméneutique de cet apport théorique » (2014 : 12). Parmi d'autres réticences, ils doutent qu'il existe, en francophonie canadienne, « quelque chose comme des champs sociaux différenciés qui obéissent à des logiques différentes » (13). L'absence de complétude institutionnelle des communautés les rendrait trop dépendantes des contextes sociétaux externes. Pour que l'application du modèle bourdieusien continue d'offrir des prises intéressantes pour comprendre le pouvoir de la francophonie canadienne, il semble qu'il gagne à ouvrir sur une perspective plus située et plus circonscrite quant aux effets des rapports de force mis en lumière, ce afin de prendre en considération les spécificités des acteurs, des actions et des structures combinés. Ce souci se manifeste dans l'article d'Hélène Labelle. L'auteure y exploite la notion bourdieusienne de pouvoir symbolique lorsqu'elle souligne qu'« un dictionnaire est un indicateur du prestige d'une variété de langue en lui accordant une forme de légitimité ». D'où des enjeux de pouvoir qu'elle met au grand jour en étudiant le métadiscours lexicographique de trois dictionnaires canadiens et d'un ouvrage français. Ici, bien que Bourdieu soit mobilisé, l'auteure ne présuppose pas de déterminisme du pouvoir symbolique – un pouvoir qui agirait sur tous les francophones en toute situation – contenu dans les dictionnaires.

Nous l'avons souligné, traiter de la question du pouvoir pose un défi au moment de nommer et de décrire « la » francophonie canadienne et ses aspirations. L'évolution actuelle des pratiques nous pousse en outre à repenser certains présupposés de l'autonomie institutionnelle, fondés sur une conception de communautés enracinées, facilement délimitées. Pour Mathieu Wade, il en va ainsi des gouvernements locaux, qui ne peuvent être considérés comme d'autres institutions francophones parce qu'ils ne peuvent prétendre représenter et agir au nom d'un public francophone unifié et parce qu'ils sont le théâtre d'enjeux qui n'épousent pas des frontières linguistiques. Comme le signalent Monica Heller et ses collaborateurs dans leur article sur la mobilité en francophonie canadienne, les communautés ne sont plus que composées « de francophones qui choisissent de lutter pour la survie de la

langue française en Amérique » (2014 : 80). Cet *a priori* idéologique tend à évacuer l'expérience des sujets eux-mêmes, dont les choix et les trajectoires vécues ne correspondent pas nécessairement aux modes de gouvernance francophone en vigueur. Il en résulterait une inadéquation entre les aspirations de plusieurs francophones, d'une part, et les formes de pouvoir qu'exercent les institutions censées les encadrer et les représenter, d'autre part. Le « sujet francophone » serait en mal de légitimité au sein même de ses rangs. Si un certain écart dans la pratique, entre les processus identitaires personnels et une identité collective réifiée, aura toujours existé, son masquage théorique et les processus de diversification identitaire en cours nous amènent à revoir de telles conceptions du sujet historique francophone.

Les recherches de la sociologue Amal Madibbo portent à croire que le défi est de taille. Paru en 2006, son ouvrage *Minority within a Minority: Black Francophone Immigrants and the Dynamics of Power and Resistance* explore de façon percutante les effets du racisme systémique dans la francophonie ontarienne, dynamique qui engendrait au début des années 2000 une compétition autour des ressources disponibles tout en démentant la notion d'une collectivité francophone unie par sa langue. Ce faisant, l'auteure reconnaissait que les récriminations des immigrants s'avéraient dirigées à la fois envers les francophones de l'Ontario, les non-Noirs du Canada – et les paramètres juridiques, sociétaux, politiques ou économiques qui soutiennent lesdites relations de pouvoir. Depuis, les institutions de l'Ontario français ont su élargir et adapter, en partie du moins, leurs formes de gouvernance et leurs imaginaires, alors que d'autres provinces où l'immigration est plus récente font face à des enjeux identitaires plus criants aujourd'hui. Dans tous les cas, de tels écrits et leur résonance dans la pratique rappellent la difficulté pour une minorité d'intégrer massivement d'autres minorités. Ils rappellent également que si la définition même du sujet francophone n'est pas arrêtée, le pouvoir des communautés francophones au Canada s'appuiera toujours sur leur capacité à transcender leurs divisions internes pour tendre vers un dessein partagé – d'où l'importance de ne pas rejeter complètement la perspective réaliste.

## Résister collectivement au pouvoir

Au-delà d'une définition générique du pouvoir, Foucault précise que celui-ci opère de façon particulière dans la période contemporaine. De manière générale, l'auteur reconnaît trois types de luttes :

celles qui s'opposent aux formes de domination (ethniques, sociales et religieuses); celles qui dénoncent les formes d'exploitation qui séparent l'individu de ce qu'il produit; et celles qui combattent tout ce qui lie l'individu à lui-même et assure ainsi sa soumission aux autres (luttes contre l'assujettissement, contre les diverses formes de subjectivité et de soumission). (1994 : 227)

Puis, il ajoute que le troisième type de luttes caractérise davantage la société occidentale contemporaine en ce que ces luttes s'exercent surtout sur la vie quotidienne immédiate et



engagent à la fois une individualisation et une totalisation des structures du pouvoir. Ce faisant, Foucault préconise d'entamer l'étude du pouvoir par le biais des formes de résistance aux différents types de pouvoir. Pour nombre de chercheurs, l'intérêt même des communautés francophones et acadienne part d'une telle prémisse : le pouvoir appelle une résistance et il importe de comprendre les stratégies qui lui sont associées, et qui s'inscrivent dans des pratiques ou des institutions, chez les francophones et dans l'ensemble du Canada, pour mieux saisir les ramifications des rapports de force auxquels les communautés francophones sont assujetties. Les médias font partie de ces institutions et, comme le démontre Luc Léger dans son étude du traitement médiatique entourant le statut bilingue de la nouvelle Ville d'Ottawa au tournant des années 2000, ils permettent de rendre compte des stratégies et des pratiques des acteurs mais aussi de contribuer à la résistance et aux demandes de changement.

Certains écrits sociohistoriques contribuent à recréer l'économie du pouvoir dans une perspective coloniale, que l'on a associée au XX<sup>e</sup> siècle au pouvoir du Canada anglais à l'égard des Canadiens français. Par exemple, l'ouvrage dirigé par Michel Bock et François Charbonneau (2015) à propos du Règlement 17, adopté en Ontario en 1912 afin de limiter l'usage du français dans l'enseignement, offre un portrait partiel de cette économie à partir notamment d'un examen des espaces de liberté (notamment sur les plans culturel et politique) qu'ont édifiés les francophones ou d'un examen des développements symboliques et mémoriels qu'un tel règlement entraîne au sein d'une communauté.

## **Le pouvoir d'agir collectivement**

Si un accent sur les luttes contre l'assujettissement invite à reconnaître une économie des rapports de force, le pouvoir peut aussi être appréhendé à partir de la capacité d'agir des francophones, de leurs interactions dirigées vers la transformation des rapports de pouvoir (Wolf 1990). L'économie du pouvoir et les stratégies de résistance qu'elle engage s'effacent alors partiellement pour laisser place à l'agentivité. Comme on est en présence d'un acteur agissant et moins d'un acteur résistant, l'extériorité s'en trouve moins saillante. C'est la voie qu'emprunte Léger (2014), en invitant à étudier les aspirations des communautés et les moyens dont elles souhaitent se doter pour les réaliser, moyens qui peuvent s'inscrire à l'aune de l'autonomie ou de la participation. C'est dans cette ligne de pensée que, dans le présent numéro, Clint Bruce examine la controverse récurrente autour du Congrès mondial acadien, grand rassemblement quinquennal de la diaspora acadienne transnationale que d'aucuns accusent de vider l'Acadie de sa substance politique. Cette initiative est examinée à la lumière des théories de l'habilitation (*empowerment*), plus particulièrement selon le modèle élaboré par la sociologue israélienne Elisheva Sadan. Auparavant d'obédience foucauldienne, Sadan met de côté Foucault, dont les réflexions sur le pouvoir ne valorisent guère le rôle du sujet agissant, en faveur de la théorie de la structuration d'Anthony Giddens. Celle-ci

repose sur une dialectique de la structure sociale et de l'agentivité humaine : « La structure sociale est le résultat de l'action humaine, et cette action devient possible à l'intérieur des limites de la structure sociale dans laquelle elle a cours » (Sadan, 2004 : 142; traduction libre). Sans doute y a-t-il là des pistes à revoir en ce qui concerne la participation citoyenne à l'ère d'un « déficit démocratique » (Cardinal, 2008) susceptible de fragiliser les institutions politiques et les organisations de la société civile. C'est d'ailleurs à l'aune de la participation démocratique au sein des organisations de la société civile que s'inscrivent à la fois le texte de Michelle Landry et Dustin McNichol sur les jeux de pouvoir qui ont mené à la restructuration de l'organisme porte-parole des Fransaskois devenu l'Assemblée communautaire fransaskoise et la note de recherche d'Éric Forgues et Michelle Landry qui rend compte du processus ayant mené à une révision de la structure de gouvernance de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

Cette réflexion mettant en lumière des intentions autonomistes ou participatives (Roy, 2012) des Acadiens n'est pas nouvelle en soi et fait écho aux débats théoriques ou militants, canadiens ou internationaux, qui cherchent à préciser la manière dont des communautés peuvent transformer en leur faveur les rapports de pouvoir existants. Léon Thériault abordait déjà la question du pouvoir en Acadie en mettant de l'avant la volonté d'affirmer une autonomie nouvelle afin de revoir et de dépasser les rapports de pouvoir et de domination qui étaient en place. D'autres ont pris acte des limites du régime fédéral canadien pour proposer des manières différentes pour les francophones d'acquérir de l'autonomie dans l'espace public et privé. Ainsi, Rodrigue Landry, Éric Forgues et Christophe Traisnel (2010) proposent d'accorder le droit à l'autonomie culturelle aux communautés francophones et acadienne. Pour leur part, Linda Cardinal et Eloísa González Hidalgo (2012) suggèrent de pallier le manque de reconnaissance des communautés par le biais d'un droit à la complétude institutionnelle qui leur garantirait un certain pouvoir dans ce domaine. Chouinard (2014) propose même une voie qui reconnaîtrait des formes d'autonomie non territoriale aux communautés francophones minoritaires. Cet examen des potentialités de la participation est repris dans les écrits sur la francophonie contemporaine, notamment au chapitre de la représentation effective des francophones dans les institutions de la majorité (Cardinal, Léger et Normand, 2018), que ce soit dans les assemblées délibérantes comme au Sénat (Cardinal et Grammond, 2017) ou encore dans des instances de gouvernance partagée (Cardinal, Lang et Sauvé, 2009). Mais cette participation ne se traduit pas toujours par des gains pour les acteurs impliqués, ce que souligne Guillaume Sirois dans son texte sur le conflit entre les groupes d'intérêt du secteur culturel de la francophonie canadienne et le gouvernement fédéral au moment du dépôt du *Plan d'action pour les langues officielles* en 2003. En fait, le secteur de la culture est absent du *Plan d'action* en dépit de la participation des groupes à son élaboration.



La gouvernance collaborative – vue tantôt comme une expertise, tantôt comme une capacité de résistance ou tantôt comme un effet des rapports de domination – a retenu l’attention à juste escient, étant donné qu’elle constitue le principal socle à partir duquel les francophones parviennent à se rendre visibles (réalisme) ou à s’édifier comme sujets collectifs (nominalisme).

Or, il ne faut pas se leurrer. Si de tels écrits ouvrent le champ des possibles pour les francophones, les actions de ceux-ci se heurtent à des barrières récurrentes, tant du côté de l’autonomie que de celui de la participation. Le texte de Rémi Léger et Nick Poullos rappelle que les luttes scolaires font face à des enjeux de « mise en forme », car les moyens d’action communautaires, juridiques ou politiques sur lesquelles elles pourraient s’appuyer s’avèrent limitées ou isolées les unes des autres. Bref, la capacité d’agir peut échapper aux communautés, en particulier dans le domaine des rapports de production. Mathieu Charron, Guy Chiasson et Charles Paquette observent malgré tout que la dimension économique du pouvoir attire peu l’attention des chercheurs en francophonie canadienne. Or, dans leur texte, ils montrent la teneur du lien entre la cohésion sociale dans les communautés francophones et leur pouvoir économique ainsi que l’effet de ce lien sur les projets collectifs et sur la vitalité de ces communautés.

## Une tension récurrente

Certes, l’examen que propose ce numéro des rapports de pouvoir *dans* et *de* la francophonie canadienne ne saurait rendre justice à l’étendue de la réflexion et des perspectives qui ont été développées sur le sujet. Nous avons minimalement ici cherché à être attentifs à une tension récurrente issue, d’une part, de la nécessité, dans la pratique, de faire exister une communauté francophone afin que les citoyens se reconnaissent et s’investissent dans leurs institutions et cherchent à élargir leur présence dans la société canadienne. D’autre part, cette tension s’attache de manière toujours plus fine à la volonté des parlants français d’être reconnus dans leurs manières particulières d’habiter l’espace francophone. Nous avons vu que cette tension, visible dans l’opérationnalisation des luttes des francophones, se reflète dans les écrits sur la francophonie où celle-ci, tantôt réifiée, tantôt décomposée, se trouve le plus souvent en mal d’existence et de légitimité.

Sachant les liens étroits entre les mouvements de la pensée et ceux de la pratique, on peut souhaiter qu’une pensée plus dialectique du pouvoir dans et de la francophonie canadienne se développe de manière à favoriser une mise en tension des contradictions – plutôt qu’un durcissement des contradictions – propres à son existence.

## Références

- BOCK, Michel, et François CHARBONNEAU (dir.) (2015). *Le siècle du Règlement 17 : regards sur une crise scolaire et nationale*, Sudbury, Prise de parole.
- CARDINAL, Linda (2008). « Les minorités francophones hors Québec et la vie politique au Canada : comment combler le déficit démocratique », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, p. 385-430.
- CARDINAL, Linda et Eloísa GONZÁLEZ HIDALGO (2012). « L'autonomie des minorités francophones hors Québec au regard du débat sur les minorités nationales et les minorités ethniques », *Minorités linguistiques et société*, n° 1, p. 51-65.
- CARDINAL, Linda et Sébastien GRAMMOND (2017). *Une tradition et un droit : le Sénat et la représentation de la francophonie canadienne*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- CARDINAL, Linda, Stéphane LANG et Anik SAUVÉ (2009). « La coordination des langues officielles et la formulation des politiques publiques : apprendre à travailler autrement », dans Dimitrios Karmis et Linda Cardinal (dir.), *Les politiques publiques au Canada : pouvoir, conflits et idéologies*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 155-180.
- Cardinal, Linda, Rémi LÉGER et Martin NORMAND (2018). « La représentation effective des électeurs des minorités acadienne et afro-néo-écossaise », dans Commission sur la représentation effective des électeurs acadiens et afro-néo-écossais, *Représentation : Pour une représentation effective des Acadiens et des Afro-Néo-Écossais. Rapport et recommandations*, s.l., s.n. annexe 3A, p. 134-167. En ligne : <https://novascotia.ca/representation/Representation-Toward-More-Effective-Representation-For-Acadian-and-African-Nova-Scotians-Report-and-Recommendation-fr.pdf> (consulté le 15 juin 2018).
- CHOUINARD, Stéphanie (2014). « The rise of non-territorial autonomy in Canada: Towards a doctrine of institutional completeness in the domain of minority language rights », *Ethnopolitics*, vol. 13, n° 2, p. 141-158.
- DORAIS, François-Olivier, et Serge MIVILLE (2014). « Francophonie canadienne et pouvoir », *Francophonies d'Amérique*, n° 37, p. 9-16.
- DUMONT, Fernand, et Jean-Paul MONTMINY (1966). *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, Presses de l'Université Laval. En ligne : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont\\_fernand/pouvoir\\_societe\\_can\\_fr/pouvoir\\_societe\\_can\\_fr\\_tdm.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/pouvoir_societe_can_fr/pouvoir_societe_can_fr_tdm.html) (consulté le 10 juillet 2018).
- FOUCAULT, Michel (1994) [1982]. « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et écrits, 1954-1988*, tome 4 : 1980-1988, Paris, Gallimard, p. 222-242, coll. « Bibliothèque des sciences humaines ».
- HELLER, Monica, Lindsay BELL, Michelle DAVELUY, Hubert NOËL et Mireille McLAUGHLIN (2014). « La mobilité au cœur de la francophonie canadienne », *Recherches sociographiques*, vol. 55, n° 1, p. 79-104.
- LANDRY, Rodrigue, Éric FORGUES et Christophe TRAISNEL (2010). « Autonomie culturelle, gouvernance et communautés francophones en situation minoritaire au Canada », *Politique et Sociétés*, vol. 29, n° 1, p. 91-114.

- LÉGER, Rémi (2014). « De la reconnaissance à l'habilitation de la francophonie canadienne », *Francophonies d'Amérique*, n° 37, p. 17-38.
- LUKES, Steven (1974). *Power: A radical view*, Londres, Macmillan Press.
- MADIBBO, Amal I. (2006). *Minority within a minority: Black Francophone immigrants and the dynamics of power and resistance*, New York, Routledge.
- MARX, Karl (1969) [1851]. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales. En ligne : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/18\\_brumaine\\_louis\\_bonaparte/18\\_brumaine.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html) (consulté le 15 juin 2018).
- ROCHER, Guy (1986). « Droit, pouvoir et domination », *Sociologie et sociétés*, vol. 18, n° 1, p. 33-46.
- ROY, Ingrid (2012). « Les diverses solutions “intégratives” et “autonomistes” offertes aux communautés de langue officielle du Canada pour préserver et développer leur spécificité », *Minorités linguistiques et société*, n° 1, p. 115-144.
- SADAN, Elisheva (2004). *Empowerment and community planning*, traduit de l'hébreu par Richard Flantz. s.l., s.n. En ligne : [http://www.mpow.org/elisheva\\_sadan\\_empowerment.pdf](http://www.mpow.org/elisheva_sadan_empowerment.pdf) (consulté le 10 juillet 2018).
- THÉRIAULT, Joseph Yvon et E. Martin MEUNIER (2008). « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, p. 205-238.
- THÉRIAULT, Léon (1982). *La question du pouvoir en Acadie*, Moncton, Éditions d'Acadie.
- WOLF, Eric (1990). « Distinguished lecture: Facing power—old insights, new questions », *American Anthropologist*, vol. 92, n° 3, p. 586-596.

Minorités  
linguistiques  
et société

Linguistic  
Minorities  
and Society

Numéro 10

Number 10

2018

## Introduction

### *Revisiting the Issue of Power in the Canadian Francophonie*

Clint Bruce

Mariève Forest

Martin Normand

Université Sainte-Anne

Université d'Ottawa

Université d'Ottawa

Guest Editors

### The urgency of the issue

Power has been of particular interest to Canada's Francophones for a long time, because, generally speaking, they feel that they suffer from a power deficit or, in other words, are subject to an external coercive force that limits their ability to act individually and collectively. The dynamics of minorization, with its infinite ramifications, give rise to a variation on the paradox of structural power to which Marx referred in the mid-nineteenth century: "Men make their own history, but they do not make it as they please; they do not make it under self-selected circumstances, but under circumstances existing already, given and transmitted from the past." (1969, 1:398)

However, the study of power dynamics and of the phenomena of domination that characterize Francophone communities in Canada has always been distinguished by a keen awareness of changing conditions and the demands of the present. Published during the Quiet Revolution, on the eve of a redefinition of the reference territory and nation, the collective work *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, edited by Fernand Dumont and Jean-Paul Montminy, was motivated by "l'importance de ce sujet dans les débats actuels sur notre milieu" ["the importance of the subject in current debates on our environment"] (1966,7; unofficial translation) in response to the thrust of modernization that would profoundly transform French Canadian identity. The premise put forward by the two sociologists was that traditionally-favoured political bodies, those of action by the state, did not possess more intrinsic significance than "d'autres forces qui sont à l'œuvre dans la société,

en particulier [...] les autres formes de pouvoir social.” [“other forces in society, in particular [...] the other forms of social power”] (8; unofficial translation). A broader concept of power that would take into account major transformations taking place was therefore required. In the early 1980s, at a time when Canada was experiencing constitutional change that would profoundly affect Francophone minority communities, Léon Thériault, historian and Acadian nationalist, asserted in his provocative essay *La question du pouvoir en Acadie*, “Jamais, dans notre histoire récente, n’a-t-il été aussi urgent de susciter le débat sur cette grave question.” [“Never before in our recent history has it been so urgent to foster debate on this critical issue”] (1982,14; unofficial translation). In the current context where, despite considerable gains, Francophone minority communities feel that their ability to make their own decisions lies beyond their reach; where these communities are diversifying to the point of sparking their redefinition; where federal, provincial and community institutions are slow to react, in spite of the fact that they are challenged by issues of representation and participation; where neoliberal individualism undermines adherence to collective goals; and where the dominance of the English language, both nationally and internationally, limits the appeal of the Francophonie, the problem of power seems just as relevant today as during these other periods when the problem appeared perhaps more pressing.

The articles that make up this thematic issue of *Linguistic Minorities and Society* all carry this same sense of urgency. This introduction, therefore, like the texts in this issue, seeks to inscribe these reflections within a specific intellectual tradition, that of the literature on Francophone and Acadian communities and of the actors of these same communities. In fact, we feel that a posture of reflexivity, both current and future-oriented, on the power of these communities can only be developed by drawing from this intellectual tradition in order to rethink what directions need to be taken and which need to be created. And, given that power has been defined well beyond the context of Canada’s Francophone minority communities, a broader range of sociopolitical traditions come into play, so as to better frame our reflection on Francophone and Acadian communities and develop a better understanding of the power relations with which they engage.

The authors cover topics as varied as the crisis in community governance, mobilization efforts to support Francophone institutions, and the municipalization of rural areas. The nine articles are largely the product of debates that took place during a symposium on this theme, organized by the Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne and the Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), in May 2016. The ideas that were exchanged and the energy that emerged convinced us of the merit of a special issue for a larger audience, particularly in light of the fact that a special issue of the journal *Francophonies d’Amérique*, edited by François-Olivier Dorais and Serge Miville, had attempted to reopen the debate on the concept of power.

## Between nominalism and realism

Thus, the urgency remains, as well as the idea of power as an unresolved issue. As pointed out by sociologist Guy Rocher (1986), power is a contested concept, insofar that any given definition tends to reflect an ideological position and even political interests (Lukes 1974). For anthropologist Eric Wolf “it is certainly one of the most loaded and polymorphous words in our repertoire” (1990, 586), whereas Dorais and Miville stress “le caractère imprécis et un peu “passe-partout” de la notion” [“the imprecise and somewhat catch-all nature of the concept”] (2014, 9; unofficial translation). In any case, editing an issue on a concept as polysemic as that of power represents both an opportunity and a challenge, an opportunity because we are granting ourselves the liberty of introducing meanings of power that we believe to be salient in the context of the Canadian Francophonie, and a challenge because it is difficult, if not downright risky, to delineate “the” Canadian Francophonie and its aspirations.

Moreover, it seems imperative to distinguish between the power *of the Francophonie* and the power *in the Francophonie*. The former presumes the existence of a community united around a vital, shared purpose (Thériault and Meunier 2008) or common goals, facing common challenges; the latter highlights the need to examine social relationships and the conflicts that structure the livelihoods of French speakers. This distinction raises two major philosophical concepts of coexistence: realism and nominalism. A stance rooted in Platonic realism thus presupposes, both in practice and in theory, the existence of Francophone communities or a Canadian Francophonie as realities that are exterior and independent of our representations. By contrast, a nominalist tradition stresses the constructed nature of the collective categories of the Francophonie and, consequently, the opportunity to influence them. Whereas little recent literature embraces an exclusively realist perspective, the surge in nominalism will not allay highly visible tensions between these theoretical traditions, tensions that resonate in how we build, in practice, the Francophonie and address its challenges.

The Foucauldian tradition is resolutely nominalist, associating the concept of power with that of “government” in its broadest sense, that of the 16<sup>th</sup> century, when “it designated the way in which the conduct of individuals or of groups might be directed” (Foucault 2002, 341). Exercising power, or structuring potential courses of action for others, certainly involves legitimate institutions, but also more informal and less conscious modes of action. Foucault thus recognizes the importance of examining that “form of power that applies itself to immediate everyday life which categorizes the individual, marks him by his own individuality, attaches him to his own identity” (2002, 331). Foucault attaches two meanings to the term “subject”: first, “subject to someone else by control and dependence”, and second, “tied to his own identity by a conscience or self-knowledge” (331). From this perspective, we might ask whether the institutions of the Canadian Francophonie are able to create and



reproduce Francophone subjects. The discussions that follow and those of this issue are a reminder that these processes of subjectivation engage conflicts from within, with respect to the “identities” to which they refer. Foucault also prompts us to examine the way the exteriority of the Francophonie – discourse emanating from the federal government, the constitutional framework – alters the subjectivation of the Francophone. These interrogations, which highlight identity and economic processes, struggles and mechanisms, lie at the heart of the evolution of the Canadian Francophonie of the 21<sup>st</sup> century.

Starting with a more nuanced nominalist perspective, Dorais and Miville refer to the widespread interest for the field theory of Pierre Bourdieu and then call into question “le rendement herméneutique de cet apport théorique” [“the hermeneutical yield of this theoretical contribution”] (2014, 12; unofficial translation). Among other misgivings, they question the existence, in the Canadian Francophonie, of “quelque chose comme des champs sociaux différenciés qui obéissent à des logiques différentes” [“something like differentiated social fields that answer to different logics”] (13; unofficial translation). The non-existent institutional completeness of communities would make them too dependent on external societal contexts. In order for the application of the Bourdieusian model to continue to offer relevant insights for understanding the power of the Canadian Francophonie, it would make sense to focus on a more situated and circumscribed perspective with respect to the effects of power relations highlighted, so that the specificities of the actors, actions and structures combined are taken into consideration. This concern is addressed in the article by Hélène Labelle. The author explores the Bourdieusian concept of symbolic power when stating that “un dictionnaire est un indicateur du prestige d’une variété de langue en lui accordant une forme de légitimité” [“a dictionary is an indicator of the prestige of a language variety through the form of legitimacy it provides”]. Hence, she brings to light power issues by studying the lexicographic metadiscourse of three Canadian dictionaries and one French book. Here, although Bourdieu is enlisted, the author does not presuppose the determinism of symbolic power – power that would impact all Francophones in any situation – contained in dictionaries.

As emphasized, dealing with the issue of power poses a challenge as soon as we attempt to name and describe “the” Canadian Francophonie and its aspirations. Current evolving practices impel us, moreover, to rethink certain assumptions about institutional autonomy, based on a concept of rooted, easily-defined communities. For Mathieu Wade, this is also the case of local governments that may not be considered as other Francophone institutions since they cannot claim to represent and act in the name of a unified Francophone public and because they are the sites of conflicts that do not follow language boundaries. As discussed by Monica Heller et al. in their article on mobility in Francophone Canada, communities are no longer made up of “francophones qui choisissent de lutter pour la survie de la langue française en Amérique” [“Francophones who choose to fight for the survival of

the French language in America”] (2014, 80; unofficial translation). This *a priori* ideology tends to remove the experience from the subjects themselves, whose choices and life trajectories do not necessarily fit the Francophone modes of governance in place. The result is a discrepancy between the aspirations of many Francophones, on the one hand, and the forms of power exerted by the institutions that are supposed to lead and represent them, on the other. In this respect, the legitimacy of the “Francophone subject” is called into question. Whereas a certain gap in practice has always existed between processes of personal identity and a reified collective identity, its theoretical masking and current identity diversification processes lead us to redefine such concepts of the historical Francophone subject.

The research of sociologist Amal Madibbo suggests that the challenge is a considerable one. Published in 2006, her book, *Minority Within a Minority: Black Francophone Immigrants and the Dynamics of Power and Resistance*, is a forceful exploration of the effects of systemic racism in Ontario’s Francophone community, a dynamic that led to a competition for available resources, while challenging the notion of a Francophone community united by language, in the early 2000s. In so doing, the author recognized that the demands of immigrants were directed both at Franco-Ontarians and non-Black Canadians – and the legal, societal, political and economic parameters supporting such relations of power. Since then, Franco-Ontarian institutions have been able to expand and adapt, at least in part, their forms of governance and their imaginaries, whereas other provinces where immigration is more recent now face more pressing identity issues. In any case, such texts and their resonance in practice remind us that it can be difficult for a minority to integrate other minorities. They are also a reminder that with no set definition of the Francophone subject, the power of Francophone communities in Canada will always be based on their ability to transcend their internal divisions to work towards a shared vision, which is what makes it important to not completely reject the realist perspective.

## Collectively resisting power

Beyond a generic definition of power, Foucault emphasizes that power operates in a particular way in contemporary times. Generally, he recognizes three types of struggle:

against forms of domination (ethnic, social and religious); against forms of exploitation which separate individuals from what they produce; or against that which ties the individual to himself and submits him to others in this way (struggles against subjection [*assujettissement*], against forms of subjectivity and submission). (2002, 341)

Foucault adds that contemporary Western society is characterized more by the third type of struggle, in that these struggles mainly involve immediate everyday life and both an individualization and totalization of power structures. As a result, he suggests using forms of resistance against different types of power as a starting point in the study of power. For

many researchers, the interest of Francophone and Acadian communities begins with such a premise: power calls for resistance, and it is important to understand the strategies that are associated with it and that are in line with practices and institutions, among Francophones and in Canada as a whole, to develop a better understanding of the ramifications of the power relations to which Francophone communities are subject. The media are part of these institutions and, as demonstrated by Luc Léger in his study on the media coverage of the new City of Ottawa in the early 2000s, they allow us to investigate the strategies and practices of actors and create resistance and demands for change.

Some sociohistorical texts contribute to recreating the economy of power within a colonial perspective associated in the 20<sup>th</sup> century with English Canada's power over French Canadians. For instance, the book edited by Michel Bock and François Charbonneau (2015) regarding Regulation 17, adopted in Ontario in 1912 to restrict the teaching of French, offers a partial portrait of this economy, by examining spaces of freedom (particularly cultural and political) that were built by Francophones and by examining developments related to symbolism and memory caused by such a regulation, within a community.

## The power to act collectively

While emphasizing struggles against subjugation invites a recognition of an economy of power relations, power may also be identified based upon Francophones' capacity to act, their interactions aimed at transforming power relations (Wolf, 1990). The economy of power and strategies of resistance they incur are set aside somewhat to make room for agency. Since we are more in the presence of an actor acting and less an actor resisting, exteriority is found to be less prominent. This is the direction taken by Léger (2014), by inviting examination of the aspirations of communities and the means they hope to use to achieve them, means that may apply in terms of autonomy and participation. It is in keeping with this train of thought that, in the current issue, Clint Bruce examines the recurring controversy surrounding the *Congrès mondial acadien*, a large gathering of the transnational Acadian diaspora that is held every five years and that has been accused of draining Acadie of its political substance. This initiative is considered in the light of theories of empowerment, more particularly based on a model developed by Israeli sociologist Elisheva Sadan. Once a Foucauldian, Sadan has set aside Foucault – whose reflections on power rarely value the role of the acting subject – in favour of Anthony Giddens' structuration theory. The latter is based on a dialectic of social structure and human agency: “Social structure is the outcome of human action, and this action is made possible within the boundaries of the social structure in which it takes place” (Sadan 2004, 142). Undoubtedly, there are approaches to re-examine with respect to citizen participation in the era of a “democratic deficit” (Cardinal 2008) that are likely to undermine political institutions and civil society organizations. Moreover, it is the issue

of democratic participation within civil society organizations that provides the framework for the texts of Michelle Landry and Dustin McNichol on the power games that led to the restructuring of the representative organization of the Fransaskois community into its present form, the Assemblée communautaire fransaskoise, and the research note by Éric Forgues and Michelle Landry that describes the process having generated an overhaul of the governance structure of the Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.

This reflection underscoring the autonomist and integrative intentions (Roy 2012) of Acadians is not new in and of itself and echoes numerous debates – on the levels of theory and praxis, both national and international in scope – which attempt to highlight how communities can reinforce their existing power relations. Léon Thériault already addressed the issue of power in Acadie, by emphasizing the desire to assert a new form of autonomy, to re-examine and go beyond the power and relations of domination that were in place. Others have recognized the limits of the Canadian federal regime to suggest different ways for Francophones to acquire autonomy in the public and private space. In this respect, Rodrigue Landry, Éric Forgues and Christophe Traisnel (2010) propose granting Francophone and Acadian communities the right to cultural autonomy. As for Linda Cardinal and Eloisa González Hidalgo (2012), they suggest addressing the lack of community recognition through a right to institutional completeness guaranteeing a certain power in this domain. Chouinard (2014) even suggests recognizing forms of non-territorial autonomy in Francophone minority communities. This review of participative potentialities is discussed in texts on the contemporary Francophonie, notably in terms of the effective representation of Francophones in majority institutions (Cardinal, Léger & Normand 2018), whether in deliberative assemblies like the Senate (Cardinal & Grammond 2017) or in shared governance bodies (Cardinal, Lang & Sauvé 2009). But this participation has not always resulted in gains for the actors involved, which Guillaume Sirois tackles in his article on the conflict between interest groups of the Francophone Canadian cultural sector and the federal government when it tabled the *Action Plan for Official Languages* in 2003. In fact, the cultural sector is absent from the *Action Plan*, despite the participation of groups in its development.

Collaborative governance – seen sometimes as an expertise, sometimes as a resistance capacity and sometimes as a result of relations of domination – has rightfully garnered attention, given that it constitutes the main platform from which Francophones are able to make themselves visible (realism) or stand as collective subjects (nominalism).

However, we must not be complacent. Although such texts open the field of possibilities for Francophones, their actions face recurrent barriers, both in terms of autonomy and participation. The study by Rémi Léger and Nick Poulos is a reminder that conflicts over schooling are fraught with problems in terms of “formatting,” since the means for

community, legal and political action that could provide support are limited or isolated from each other. In short, communities often do not have the capacity to act, particularly in the area of relations of production. Mathieu Charron, Guy Chiasson and Charles Paquette observe that, in spite of everything, the economic dimension of power attracts little attention from researchers studying the Canadian Francophonie. Yet, their study demonstrates the impact of the link between social cohesion in Francophone communities and its economic power, as well as the effect of this link on collective projects and community vitality.

## Recurring tension

Of course, the overview proposed by this issue of the power relations *in* and *of* the Canadian Francophonie cannot do justice to the scope of the reflection and perspectives that have been developed on the subject. At a minimum, we have sought to be attentive to a recurring tension stemming, in part, from the necessity, in practice, of creating a Francophone community, so that citizens feel that their institutions represent them, invest in them and seek to expand their presence in Canadian society. Furthermore, this tension increasingly reflects the desire of French speakers to be recognized in their particular ways of inhabiting the Francophone space. We have seen that this tension, visible in the operationalization of the struggles of Francophones, is reflected in the texts on the Francophonie where, sometimes reified, sometimes deconstructed, it struggles for existence and legitimacy.

Given the strong links between intellectual movements and practices, it is hoped that a more dialectical concept of power *in* and *of* the Canadian Francophonie emerges to foster a highlighting of contradictions – rather than a “hardening” of contradictions – relevant to its existence.

## References

- BOCK, Michel, and François CHARBONNEAU (eds.) (2015). *Le siècle du Règlement 17 : regards sur une crise scolaire et nationale*, Sudbury: Prise de parole.
- CARDINAL, Linda (2008). “Les minorités francophones hors Québec et la vie politique au Canada : comment combler le déficit démocratique” in Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert and Linda Cardinal (eds.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montreal: Fides, p. 385-430.
- CARDINAL, Linda, and Eloísa GONZÁLEZ HIDALGO (2012). “L'autonomie des minorités francophones hors Québec au regard du débat sur les minorités nationales et les minorités ethniques,” *Minorités linguistiques et société*, n° 1, p. 51-65.
- CARDINAL, Linda and Sébastien GRAMMOND (2017). *Une tradition et un droit : le Sénat et la représentation de la francophonie canadienne*, Ottawa: University of Ottawa Press.



- CARDINAL, Linda, Stéphane LANG and Anik SAUVÉ (2009). “La coordination des langues officielles et la formulation des politiques publiques : apprendre à travailler autrement” in Dimitrios Karmis and Linda Cardinal (eds.), *Les politiques publiques au Canada : pouvoir, conflits et idéologies*, Quebec: Presses de l’Université Laval, p. 155-180.
- CARDINAL, Linda, Rémi LÉGER and Martin NORMAND (2018). “La représentation effective des électeurs des minorités acadienne et afro-néo-écossaise”, dans Commission sur la représentation effective des électeurs acadiens et afro-néo-écossais, *Représentation: Pour une représentation effective des Acadiens et des Afro-Néo-Écossais. Rapport et recommandations*, n.p., Appendix 3A, p. 134-167. Online: <https://novascotia.ca/representation/Representation-Toward-More-Effective-Representation-For-Acadian-and-African-Nova-Scotians-Report-and-Recommendation-fr.pdf> (accessed June 15, 2018).
- CHOUINARD, Stéphanie (2014). “The rise of non-territorial autonomy in Canada: Towards a doctrine of institutional completeness in the domain of minority language rights,” *Ethnopolitics*, Vol. 13, n° 2, p. 141-158.
- DORAIS, François-Olivier, and Serge MIVILLE (2014). “Francophonie canadienne et pouvoir,” *Francophonies d’Amérique*, n° 37, p. 9-16.
- DUMONT, Fernand, and Jean-Paul MONTMINY (1966). *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Quebec: Presses de l’Université Laval. Online: [http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont\\_fernand/pouvoir\\_societe\\_can-fr/pouvoir\\_societe\\_can-fr\\_tdm.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/pouvoir_societe_can-fr/pouvoir_societe_can-fr_tdm.html) (accessed July 10, 2018).
- FOUCAULT, Michel ([1994]2002). “The subject and power” in *Power: Essential works of Foucault 1954-1984*, Vol. 3, ed. J. Faubion, trans. R. Hurley, London: Penguin, 331-341.
- HELLER, Monica, Lindsay BELL, Michelle DAVELUY, Hubert NOËL and Mireille McLAUGHLIN (2014). “La mobilité au cœur de la francophonie canadienne,” *Recherches sociographiques*, Vol. 55, n° 1, p. 79-104.
- LANDRY, Rodrigue, Éric FORGUES and Christophe TRAISNEL (2010). “Autonomie culturelle, gouvernance et communautés francophones en situation minoritaire au Canada,” *Politique et Sociétés*, Vol. 29, n° 1, p. 91-114.
- LÉGER, Rémi (2014). “De la reconnaissance à l’habilitation de la francophonie canadienne,” *Francophonies d’Amérique*, n° 37, p. 17-38.
- LUKES, Steven (1974). *Power: A radical view*, London: Macmillan Press.
- MADIBBO, Amal I. (2006). *Minority within a minority: Black Francophone immigrants and the dynamics of power and resistance*, New York: Routledge.
- MARX, Karl ([1851] 1969). “The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte” in Marx and Frederick Engels, *Selected Works*, trans., pub., 3 vols. Moscow: Progress Publishers.
- ROCHER, Guy (1986). “Droit, pouvoir et domination,” *Sociologie et sociétés*, Vol. 18, n° 1, p. 33-46.
- ROY, Ingrid (2012). “Les diverses solutions ‘intégratives’ et ‘autonomistes’ offertes aux communautés de langue officielle du Canada pour préserver et développer leur spécificité,” *Minorités linguistiques et société*, n° 1, p. 115-144.



- 
- SADAN, Elisheva (2004). *Empowerment and community planning*, translated from Hebrew by Richard Flantz. n.p., Online: [http://www.mpow.org/elisheva\\_sadan\\_empowerment.pdf](http://www.mpow.org/elisheva_sadan_empowerment.pdf) (accessed July 10, 2018).
- THÉRIAULT, Joseph Yvon and E. Martin MEUNIER (2008). “Que reste-t-il de l’intention vitale du Canada français?” in Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert and Linda Cardinal (eds.), *L’espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montreal: Fides, p. 205-238.
- THÉRIAULT, Léon (1982). *La question du pouvoir en Acadie*, Moncton: Éditions d’Acadie.
- WOLF, Eric (1990). “Distinguished lecture: Facing power—Old insights, new questions,” *American Anthropologist*, Vol. 92, n° 3, p. 586-596.